

Réponse de l'UNELEG à la Consultation de la CRE n° 2024-10 relative aux évolutions de la méthode de construction des tarifs réglementés de vente d'électricité

L'UNELEG répond à la consultation de la CRE en tant que représentant de plus de 80 Entreprises Locales de Distribution (ELD) fournisseurs historiques aux Tarifs réglementés de vente d'électricité (TRVe). A ce titre, nous souhaitons remercier la CRE d'associer les parties prenantes aux travaux relatifs à l'évolution des TRVe à travers cette consultation.

A titre liminaire, nous souhaitons rappeler notre attachement aux TRVe qui assurent un rôle central dans l'organisation du système électrique français et constituent une des forces de notre modèle énergétique. En effet, ils sont à la fois un gage de stabilité pour les consommateurs éligibles et un signal de référence – transparent - pour l'ensemble des acteurs du système. En même temps, ils sont, par leur construction, contestables et donc compatibles avec le développement d'une concurrence saine sur le marché de la fourniture. Enfin, ils apparaissent comme un levier massif de flexibilités nécessaire à la transition énergétique. Pour l'ensemble de ces raisons, nous ne pouvons que louer le souhait de la CRE de consulter les acteurs sur diverses modernisations de ces tarifs.

D'une manière générale, l'UNELEG partage le besoin identifié par la CRE de moderniser les TRVe dans le but de répondre à la nécessaire flexibilisation des usages électriques pour les consommateurs résidentiels et petits professionnels. En effet, nous soulignons que les TRVe constituent un gisement de flexibilité simple et massif, avec plus de 20 millions de sites, pour adapter notre système électrique aux moyens de production décarbonés. Ainsi, la transformation progressive des options, pour mieux refléter les contraintes du réseau (horosaisonnalisation, mise en place d'une option base-pointe, etc.), nous semble très vertueuse dès lors qu'elle est complétée par un accompagnement et une pédagogie vis-à-vis des consommateurs concernés.

Enfin, conformément au code de l'énergie, les ELD ont la possibilité de s'approvisionner au Tarif de Cession (ci-après TC). Dans ce cadre, il nous semble fondamental de rappeler la nécessaire articulation méthodologique entre la construction des TRVe et celle du TC. Ce sujet nous semble d'autant plus important alors que des ELD thermosensibles subissent un décrochage de marge très important depuis le mouvement de février 2022 (passant d'environ 13€/MWh de marge à moins de 5€/MWh). Cette problématique bien identifiée par vos services, et évoquée lors de réunions au premier semestre, doit être prise en compte en amont du prochain mouvement tarifaire pour éviter de faire perdurer les conséquences délétères pour les entreprises concernées. Ainsi, et comme discuté avec vos équipes, nous appelons à ce que des évaluations de marges de divers profils d'ELD soient faites en amont du prochain mouvement afin de s'assurer de la juste rémunération de tous les opérateurs historiques ELD. Nous restons disponibles pour échanger avec les services de la CRE à ce sujet de première importance pour les ELD.

Question 1 : Avez-vous des remarques sur la méthode de calcul « d'empilement par option cible » envisagée par la CRE ?

Question 2 : Avez-vous des remarques sur la méthode de construction des tarifs par fixation d'un « ratio d'équilibre cible » envisagée par la CRE ?

D'une manière générale, nous saluons la volonté de la CRE de maintenir l'attractivité de l'option Heures pleines – Heures creuses, au service de la flexibilité du système électrique. De même, nous partageons le souhait de sortir de l'homothétie afin de retrouver une méthode de construction pérenne. Nous

notons tout de même qu'il sera important de s'assurer d'éviter des effets de seuils en cas de changement de méthode qui impliquerait une évolution brusque des tarifs.

Concernant les méthodes de construction envisagées, il nous semble complexe de nous positionner sur l'une ou l'autre méthode sans une étude d'impact et une évaluation de l'évolution des tarifs en cas d'évolution de la méthode.

Dans tous les cas, comme exposé en introduction, les évolutions de méthode de construction, ainsi que les évolutions symétriques appliquées sur la construction du TC, doivent être réalisées de sorte à assurer la juste rémunération de chacune des ELD, comme c'était le cas jusqu'au mouvement de février 2022.

Question 3 : A- Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE de maintenir la méthode par homothétie pour les tarifs Base et HPHC en 2025 ? B- Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE d'employer la méthode d'empilement par option cible à partir de l'année 2026 ?

Nous comprenons l'intérêt d'un mouvement en homothétie en février 2025. Si cette option est retenue, l'impact de son articulation avec le TC devra être étudié afin d'assurer une juste rémunération de chacune des ELD, selon son exposition à la thermosensibilité.

En l'absence de données plus précises, nous n'avons pas de remarque sur la mise en place de la méthode par option cible en 2026.

Question 4 : Partagez-vous l'analyse de la CRE qu'il est nécessaire de faire évoluer de manière progressive le niveau de l'option Tempo, et ceci dès 2025 ?

Nous saluons la proposition de la CRE de faire évoluer les tarifs TEMPO, pour être plus cohérents avec les signaux de marché, tout en évitant un mouvement trop brusque pour ces consommateurs.

Question 5 : Êtes-vous favorable à la suppression de l'option Base du TRVE pour les clients résidentiels de puissance souscrite allant de 18 kVA à 36 kVA à partir du mouvement tarifaire de février 2026 ?

L'UNELEG est favorable à la proposition. Afin d'éviter toute contestation, il serait important que la délibération correspondante acte le transfert des clients vers une offre HP/HC de même puissance à défaut de demande de leur part de bascule vers une autre offre. Aussi, il est important de prévoir le temps nécessaire à la mise en œuvre entre la date de publication des textes et la date d'application (ceci pour permettre aux fournisseurs de prévenir les clients concernés).

Au vu de la faible volumétrie de clients concernés, la gestion opérationnelle proposée par la CRE semble facilement applicable par nos adhérents.

Question 6 : En tant que fournisseur alternatif, quels impacts cette évolution aurait-elle sur vous ? En particulier, prévoyez-vous de conserver l'option Base pour les consommateurs de puissance souscrite 18-36 kVA ?

En tant que fournisseurs historiques, nous soulignons que l'effet de la suppression de cette option sur les TRVe serait largement amoindri si les clients peuvent toujours y souscrire en offre de marché.

Question 7 : Êtes-vous favorable à la mise en extinction de l'option Base du TRVE pour les clients résidentiels de puissance souscrite allant de 9 kVA à 15 kVA, à partir du mouvement tarifaire de février 2025 ?

D'une manière générale, l'UNELEG soutient la vision selon laquelle les TRVe doivent participer activement à la sobriété énergétique et la bonne gestion de l'équilibre offre/demande dans un objectif de sécurité d'approvisionnement, d'équilibre des réseaux et de transition écologique. Pour cela, il nous semble que les TRVe, avec plus de 20 millions de sites en France, constituent un gisement simple et massif de flexibilité pour le système électrique français. Nous sommes ainsi favorables à une modernisation progressive des TRVe afin que ceux-ci renvoient des signaux de consommation plus en phase avec les nouveaux enjeux de notre système énergétique.

Pour ces raisons, l'UNELEG est favorable à cette mise en extinction dans l'objectif d'améliorer la flexibilité de la consommation et ainsi l'équilibre du système électrique.

D'une manière générale, les évolutions en structure doivent être faites en accompagnant les consommateurs vers des solutions de modulation de leurs usages (éducation, orientation vers des outils de pilotage, etc). Notamment, il convient de ne pas juste pénaliser les consommateurs fortement thermosensibles dont la flexibilité des usages est plus complexe.

Question 8 : Que pensez-vous de faire un bilan de la mise en extinction de l'option Base des TRVE pour les puissances souscrites 9-15 kVA d'ici 3 ans, dans la perspective d'une éventuelle suppression dans 4 à 5 ans ?

Les clients concernés représentent une part importante des portefeuilles des fournisseurs historiques. Dès lors, la suppression de l'option Base pour les consommateurs 9-15kVA résidentiels, devrait faire l'objet d'une planification sur plusieurs années pour anticiper au mieux le transfert de ces contrats. Cela permettra de limiter les contraintes opérationnelles supportées par les fournisseurs historiques.

En complément, des évolutions aussi structurantes des tarifs impliquent la mise en place d'un plan de communication de la part des pouvoirs publics de sorte à sensibiliser et accompagner les consommateurs impactés. Si les fournisseurs historiques sauront faire preuve de pédagogie pour accompagner les consommateurs migrés, il apparaît essentiel qu'une communication globale soit envisagée pour éviter les incompréhensions de la part des clients.

Question 9 : En tant que fournisseur alternatif, quels impacts cette évolution aurait-elle sur vous ? En particulier, prévoyez-vous conserver l'option Base pour les nouveaux consommateurs de puissance souscrite 9-15 kVA ?

En tant que fournisseurs historiques, nous soulignons que l'effet de la mise en extinction de cette option sur les TRVe serait largement amoindri si les clients peuvent toujours y souscrire en offre de marché.

Question 10 : Êtes-vous favorable à l'expérimentation, au sein des TRVE, d'une offre proposant un tarif plus bas toutes les heures de l'année, sauf pendant les périodes les plus tendues du système électrique (quelques heures en journée le matin et le soir, pendant les mois d'hiver), avec éventuellement des heures super creuses la nuit et le week-end ?

L'UNELEG est favorable à l'expérimentation proposée par la CRE en ce qu'elle permettra d'évaluer une adaptation des TRVe vers des offres plus vertueuses pour la flexibilité du système électrique et donc la décarbonation.

Toutefois, nous émettons, à priori, des doutes sur la capacité des consommateurs en 3kVA à moduler leur consommation tant leurs usages sont peu flexibles. Tout de même, l'expérimentation proposée pourrait permettre de confirmer ou d'infirmer ces doutes.

Plus largement, il pourrait être envisagé une expérimentation afin d'étudier la pertinence d'une offre TRVe HP/HC saisonnalisée, callée sur les postes du TURPE. Il nous semble qu'une telle offre pourrait inciter les consommateurs à aligner leurs usages, en hiver sur les heures à moindre contrainte pour le système, et en été sur les heures à forte production d'énergie renouvelable.

Nous suggérons enfin que les résultats d'une telle expérimentation soient partagés nationalement de sorte que nos adhérents et l'ensemble des acteurs du système électrique puissent s'appuyer sur ses conclusions.

Question 11 : Voyez-vous d'autres évolutions permettant de mobiliser la flexibilité des petits consommateurs du secteur résidentiel ?

Nous n'avons pas de commentaires à ce sujet.

Question 12 : Si les résultats de l'expérimentation de la nouvelle option proposée par la CRE sont concluants, êtes-vous favorable à une éventuelle évolution de l'option Base vers cette option ?

Nous serons en mesure de nous prononcer plus en détail à l'issue de l'expérimentation.

Question 13 : Êtes-vous favorable à l'utilisation des profils ENT1 et ENT3 pour la construction des TRVE sup 36 kVA pour l'année 2025 ?

L'UNELEG y est favorable.

Question 14 : Êtes-vous favorable à l'utilisation d'un profil dont les caractéristiques seront publiées, construit en utilisant les consommations du portefeuille des consommateurs souscrivant aux TRVE sup 36 kVA à partir de l'année 2026 ? Ou préférez-vous l'utilisation d'un profil dont les caractéristiques seront publiées, construit à partir d'une agrégation de courbes de charges transmises par les gestionnaires de réseaux ou par les fournisseurs ?

La faible volumétrie de clients attendus sur ces nouvelles offres nous semble rendre complexe la constitution de nouveaux profils à court terme. Nous suggérons que soient utilisés ces profils le temps que la rampe de souscription soit passée.

Question 15 : Êtes-vous favorable aux postes horosaisonniers envisagés par la CRE pour les tarifs en basse tension sup 36 kVA ?

L'UNELEG y est favorable. Cela permettra effectivement de limiter fortement la contrainte opérationnelle sur les développements SI des opérateurs historiques.

Question 16 : Êtes-vous favorable aux postes horosaisonniers envisagés par la CRE pour les tarifs haute tension ?

L'UNELEG y est favorable.

Question 17 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE d'employer une méthode de calcul identique pour les TRVE sup 36kVA et inf 36kVA à l'exception des composantes suivantes : coûts d'acheminement, coûts de commercialisation, coût du complément d'approvisionnement en capacité au marché ?

L'UNELEG y est favorable.

Question 18 : Êtes-vous favorable aux modalités de prise en compte des coûts d'acheminement dans les TRVE supérieurs à 36 kVA envisagées par la CRE ?

L'UNELEG y est favorable.

Question 19 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE de retenir comme référence de coûts commerciaux des TRVE sup 36 kVA, pour l'année 2025, les coûts de commercialisation des TRVE bleus non résidentiels ?

Nous notons que la mise en œuvre initiale de l'extension des TRVe implique des coûts de développement SI et de formation des équipes non-négligeables. Ces coûts, principalement supportés sur le premier exercice, devront être amortis sur un nombre de clients limités, d'autant plus en zone ELD. Il est important que ces charges soient prises en compte dans les coûts commerciaux de sorte que les opérateurs historiques soient justement couverts pour ces investissements.

Question 20 : Êtes-vous favorable à la période de lissage envisagée par la CRE pour le coût du complément d'approvisionnement en capacité au marché ?

L'UNELEG y est favorable.

Question 21 : Êtes-vous favorable à une date d'évolution des TRVE au 1er janvier de chaque année dans le cadre de la fin de l'ARENH ? Si oui, êtes-vous favorable à une modification de la date d'évolution dès le mouvement tarifaire de janvier 2026 ?

L'UNELEG est favorable à ce que les mouvements tarifaires soient mis en place à partir du 1^{er} janvier dès 2026. Cependant, la publication de la délibération tarifaire et de l'arrêté associé, deux à trois jours

avant le mouvement ne serait pas opérationnellement tenable sur la période des fêtes de fin d'année, les équipes étant très réduites à ce moment. Si une telle modification devait être mise en œuvre, une anticipation de la délibération, mi-décembre, apparaîtrait nécessaire.

Question 22 : Que pensez-vous de la proposition de la CRE d'inclure une brique supplémentaire liée à l'exposition des fournisseurs alternatifs au spread bid-ask lors de la participation aux marchés de gros ?

Cette nouvelle brique nous apparaît logique au vu du constat présenté par la CRE.

Question 23 : La méthode de prise en compte de l'exposition au spread bid-ask proposée par la CRE vous semble-t-elle refléter les coûts portés par les fournisseurs répliquant le TRVE ? Quel niveau du paramètre X vous semble adapté pour refléter les coûts supportés par les fournisseurs répliquant le TRVE ? Quelle méthode alternative proposeriez-vous ?

Nous n'avons pas de préconisation à ce sujet.

Question 24 : Si vous êtes un fournisseur alternatif ou un agrégateur agissant pour le compte d'un fournisseur alternatif, retranscrivez-vous ces frais dans vos offres de fourniture ? Si oui, par quelle méthode ?

Cette nouvelle brique nous apparaît logique au vu du constat présenté par la CRE.

Question 25 : Si vous êtes un fournisseur d'électricité, quelle structure de marge adoptez-vous pour couvrir les risques quantifiables et non quantifiables pesant sur votre activité ?

Nous n'avons pas de commentaire à ce sujet.

Question 26 : Quel serait selon vous le niveau de couverture des risques à intégrer dans la rémunération normale des TRVE applicable en 2026 ?

Le niveau proposé par la CRE nous semble approprié.

Question 27 : A l'issue de la crise énergétique considérez-vous que la modélisation du risque thermosensibilité de la CRE répond toujours correctement aux besoins des fournisseurs, en reflétant fidèlement les surcoûts supportés ? Dans le cas contraire, quelles propositions d'évolution de la modélisation des surcoûts liés au risque thermosensibilité à intégrer au TRVE feriez-vous ?

Nous n'avons pas de commentaire à ce sujet.

Question 28 : Êtes-vous favorable à l'évolution de la définition du coût des écarts proposée par la CRE ?

L'UNELEG y est favorable.

Question 29 : Quel niveau du paramètre X proposeriez-vous afin de refléter au mieux les coûts supportés par un fournisseur alternatif répliquant la méthode d'approvisionnement du TRVE ?

Nous n'avons pas de commentaire à ce sujet.

Question 30 : A- Quelle référence de prix des CEE vous semble la plus adaptée pour une construction transparente et contestable des coûts commerciaux inclus dans les TRVE ? B- Quelles seraient les méthodes de calcul à appliquer à cette référence, en particulier s'agissant de la durée de lissage et des produits considérés ?

Les coûts de commercialisation des CEE sont supportés par les ELD au titre de leur obligation de fournisseur. Nous saluons ainsi l'objectif de transparence porté par la CRE dans cette proposition qui permettra à l'ensemble des fournisseurs de pouvoir répliquer plus justement ces coûts.

Dans tous les cas, nous soulignons que l'indice utilisé devra être répliquable par les fournisseurs.

Les indices Emmy, dans leurs versions actuelles, ne nous semblent pas adaptés. En plus d'être relativement volatils et peu anticipables, la construction de ces indices est basée sur un mode déclaratif pouvant être sujet à des manipulations ou à minima des imprécisions. La plateforme Emmy expose, elle-même, qu'« il est par ailleurs formellement interdit d'utiliser les indices publiés sur EMMY comme indices de référence au sens du Règlement UE 2016/1011 du 8 juin 2016 ». Dès lors, il nous semble risqué de baser la construction de la composante CEE sur cet indice.

Il semble que l'obligation de notification introduite en avril sur le registre Emmy puisse, à terme, améliorer la précision de cet indice. Un suivi de cet indice dans les prochains mois/années devrait être réalisé pour en évaluer la pertinence.

A date, l'indice C2E Market (Spot) nous semble souffrir des mêmes écueils : sa construction est basée sur un mode déclaratif pouvant être sujet des imprécisions. En outre, il n'est pas représentatif compte-tenu du faible nombre d'acteurs utilisant la plateforme. Enfin, nous ne savons pas comment sont traitées les transactions intra-groupes.